

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 6 mars 2025

Je ne sais pas si en France tout régresse comme aux Etats-Unis, ce serait logique, ici en Inde il y a des choses qui s'améliorent nettement. Par exemple :

- On n'a pratiquement plus de coupures de courant durant de longues périodes tout au long de l'année ;
- Le tarif du gaz et de l'essence est stable depuis environ 2 ou 3 ans après avoir nettement diminué (- 20% environ) ;
- Quand les routes sont endommagées par les intempéries, lors de la mousson, elles sont réparées au cours des mois qui suivent, avant il fallait attendre des années ! ;
- La G4 arrive normalement jusqu'à mon village et la vitesse de connexion est fulgurante, un vrai soulagement. Vodafone a installé une nouvelle antenne à proximité de chez moi.

Je viens de télécharger la vidéo sur Big Data dans le serveur du blog, de manière à ce qu'elle soit disponible en France même si YouTube la retirait. Il vous suffirait de m'écrire pour que je vous fournisse le lien si vous l'aviez oublié, car je vais le placer dans la page d'accueil du blog, vous voyez, je pense aux lecteurs.

A propos de la vidéo sur Big Data.

Ce documentaire est très instructif, je vous conseille de le regarder très attentivement, n'y cherchez pas un enseignement politique, il n'y en a pas ou il n'incite pas à rompre avec le capitalisme.

Je comprends mieux maintenant, pourquoi quand j'envoie des mails à des gens très différents, je ne reçois pratiquement jamais de réponses ou personne ne cherche vraiment à partager des idées.

Internet aurait pu être un formidable outil destiné à partager des données ou des connaissances, afin de permettre à la conscience collective de progresser. Or, ceux qui l'ont conçu étant animés de mauvaises intentions ou mercantiles, en ont fait au contraire un instrument d'asservissement ou de formatage, de contrôle des idées, des comportements, des consciences, à seule fin de perpétuer leur domination de classe ou l'ordre esclavagiste existant.

Tous ceux qui n'en ont pas clairement conscience, qui ne l'ont pas en permanence à l'esprit chaque fois qu'ils se connectent à Internet ou qui l'ignorerait, subiront leur influence idéologique et s'éloigneront de la voie qui mène à notre libération.

En proie à une grande confusion, dans bien des occasions ils auront tendance à se tromper d'ennemi, à raison, ils constateront que la situation empire chaque jour un peu plus, et ils s'en plaindront sans s'apercevoir qu'ils y contribuent par leur comportement, ce qui ne peut être qu'une source de démoralisation supplémentaire, ce qui n'est évidemment pas mon cas, sinon je n'aurais pas rédigé cette causerie. J'explique ci-dessous comment échapper à ce cauchemar, à chacun ensuite d'en faire ce qu'il veut, je ne suis pas là pour dicter quoi que ce soit ou donner des leçons.

Dans la rubrique « *commentaires* » plus loin, je propose des éléments de réponse aux questions que pose le développement de la situation mondiale.

Je ne les aborde pas forcément comme elles se présentent ou plutôt comme on nous les présente, comme on voudrait qu'on les aborde, ce qui n'est pas du tout la même chose. Je manque d'informations dans tous les domaines, et mon total isolement m'empêchent de cerner certains aspects déterminants de la situation, par conséquent je me risquerai à aucun pronostic.

En se fiant à la dialectique, on sait qu'il arrive un moment où la quantité se traduit par un changement qualitatif. Si celui-ci était attendu et bénéfique, tout va pour le mieux ou il n'y a pas lieu de changer quoi que ce soit, mais si en revanche il est désastreux ou présente davantage d'inconvénients, tout va mal ou il est temps de passer à l'action afin d'enrayer ce processus infernal et morbide.

Crise économique et financière, crise sociale, crise politique, crise institutionnelle, on pourrait peut-être ajouter crise civilisationnelle, dans la mesure où la combinaison de tous ces facteurs est en train de ronger ou saper les fondements sur lesquels repose le développement de notre espèce, pour s'élever de l'état animal ou sauvage à un état supérieur ou à la conscience de soi, qui doit lui permettre de briser les chaînes de la servitude, afin de pouvoir enfin conquérir sa liberté.

Cela nécessite de mettre un terme à l'esclavage ou au cycle de l'exploitation de l'homme par l'homme qui est responsable des souffrances qui accablent tous les peuples et de toutes les guerres.

Pour y parvenir, nous n'avons pas le choix, il n'existe pas d'autre alternative que d'inscrire notre action dans le cadre du processus économique et politique qui s'est développé au cours des milliers d'années antérieures et qui se poursuit quotidiennement sous nos yeux, dans la mesure où nous en sommes les principaux acteurs, il est impératif que nous en prenions conscience ou que nous prenions en mains notre destin.

Leur "*nouveau monde*" (Bayrou), c'est une nouvelle guerre mondiale. Déclaration de guerre de la France et de l'UE à la Russie.

Le Premier ministre français, François Bayrou, a dénoncé, ce lundi à l'ouverture d'un débat organisé à l'Assemblée nationale sur "*la situation en Ukraine et la sécurité en Europe*", "*le règne de la loi du plus fort*", affirmant que l'Europe est "*forte*" et doit "*garantir sa sécurité*".

"Le produit intérieur de l'Union, additionné à celui de la Grande-Bretagne, c'est plus de dix fois le produit intérieur de la Russie" et "si l'on compare les arsenaux (...), nos forces armées continentales additionnées à celles du Royaume-Uni, c'est plus de 2 millions et demi de soldats professionnels, 25% de plus que les forces russes. Ce sont 3 000 avions de combat (...), deux fois plus que les Etats-Unis et deux fois plus que l'aviation russe". AFP 04 mars 2025

En complément.

Assemblée nationale.

XVIIe législature - Session ordinaire de 2024-2025 - Séance du lundi 03 mars 2025

Bayrou - Rappelons les chiffres. L'Union européenne compte à elle seule 450 millions d'habitants ; avec la Grande-Bretagne et la Norvège, nos alliés, nous sommes plus de 520 millions d'habitants, contre 340 millions aux États-Unis et 150 millions en Russie. Le PIB de l'Union, additionné à celui de la Norvège et de la Grande-Bretagne, c'est plus de dix fois le PIB de la Russie. Les dépenses militaires de la Russie sont certes impressionnantes – 40 % de son budget et 9 % de son PIB, chiffres qui donnent une idée du déséquilibre dans les investissements. Cependant, l'efficacité opérationnelle des armées russes est arrêtée depuis trois ans par l'armée ukrainienne, qu'elles devaient pourtant emporter – affirmaient les dirigeants russes – en trois jours. En comparant les arsenaux, on découvre un rapport de force qui n'est pas du tout celui qui est décrit habituellement. Nos forces armées continentales, additionnées à celles du Royaume-Uni, comptent plus de 2,5 millions de soldats professionnels, soit 25 % de plus que les forces russes ; elles disposent de 2 991 avions de combat, deux fois plus que les aviations des États-Unis et de la Russie, et de quelque 15 000 pièces d'artillerie, contre moins de 10 000 pour la Russie et seulement 5 000 pour les États-Unis. Nous, pays européens, sommes une force même si nous ne le savons pas.

<https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/comptes-rendus/seance/session-ordinaire-de-2024-2025/seance-du-lundi-03-mars-2025>

J-C – Il a oublié que la Russie aussi compte de nombreux alliés, dont la Chine, la Biélorussie, la Corée du Nord, Cuba, le Venezuela, l'Iran, etc.

A la Bourse : Vive la guerre!

Bourses: les actions du secteur de la défense s'envolent en Europe - AFP 3 mars 2025

Les titres des entreprises du secteur de la défense flambent lundi dans les premiers échanges sur les Bourses européennes, portés par la perspective d'une augmentation des dépenses militaires sur le continent dans un contexte de tensions entre Kiev et Washington, faisant craindre un désengagement américain.

Vers 08H30 GMT, Thales s'envolait de 13,80% et Dassault Aviation de 14,77% à Paris. À Londres, BAE Systems gagnait 17,31%. À Francfort, Rheinmetall prenait 14,31%, Hensoldt 18,82% et Thyssenkrupp, qui possède une filiale spécialisée dans les sous-marins, de 10,68%.

Le constructeur aéronautique Saab, à Stockholm, s'octroyait 13,97% et Leonardo, à Milan, 9,98%.

"La volonté européenne de soutenir l'Ukraine se traduira par une augmentation des dépenses militaires", explique Ipek Ozkardeskaya, analyste de Swissquote Bank.

"La crainte d'un retrait américain s'accroît, contraignant l'Europe à en faire plus. L'armement devient un secteur clé pour les investisseurs", estime Jochen Stanzl, chez CMC Markets.

En Allemagne, les conservateurs de la CDU/CSU et les sociaux-démocrates du SPD, en pleine négociation pour former un gouvernement, discutent de la création de deux fonds pour la défense et les infrastructures, totalisant environ 800 à 900 milliards d'euros, selon des informations de presse dimanche non démenties.

"Même étalée sur dix ans, cette somme équivaldrait aux investissements réalisés en Allemagne de l'Est depuis la réunification, marquant un tournant historique", dont profiteront les entreprises de la défense, selon une note de Deutsche Bank. AFP 3 mars 2025

OTAN en emporte les cons, c'est même à cela qu'on les reconnaît!

« *Trump est un agent de Poutine* », estime le général Yakovleff, ancien dirigeant de l'OTAN - Publicsenat.fr 3 mars

Cet « *alignement américain sur les thèses russes* » est un fait géopolitique majeur pour l'ancien dirigeant de l'OTAN, qui reste sceptique sur la situation internationale : « *Une troisième guerre mondiale se rapproche si tous les cons restent aussi cons.* »

Le général Yakovleff estime que les efforts budgétaires nécessaires à la construction d'une défense européenne imposent « *de changer de modèle social pour se payer la défense dont nous avons besoin dans un monde qui n'est plus le même qu'il y a 30 ans.* » Publicsenat.fr 3 mars

A quoi cela rime-t-il ? Réponses.

- Guerre en Ukraine : « *Il faudra faire plus d'efforts budgétaires* » pour l'armée, prévient le ministre de l'Economie - 20 Minutes/AFP 4 mars 2025

- Augmentation du budget de la défense : Antoine Armand (EPR) veut regarder du côté de la dépense sociale - Publicsenat.fr 4 mars 2025

Afin de dégager les marges budgétaires nécessaires pour maintenir cet effort, l'ancien locataire de Bercy pointe « *les dépenses sociales et les dépenses de santé* », et notamment le système de retraites.

- Un plan choc de 800 milliards d'euros pour réarmer l'Europe dévoilé - Capital 4 mars 2025

- France. Guerre en Ukraine : « *Il faudra faire plus d'efforts budgétaires* » pour l'armée, prévient le ministre de l'Economie - 20 Minutes 4 mars 2025

- L'Allemagne veut investir plusieurs centaines de milliards d'euros dans sa défense et son économie - francetvinfo.fr 4 mars 2025
- La Chine va continuer à augmenter son budget consacré à la défense - Euronews 5 mars 2025

La vraie menace : C'est Macron et l'UE. A bas l'économie de guerre ! Chassons-les du pouvoir !

J-C - Ceux qui avaient fabriqué de toutes pièces les récits frauduleux de la pandémie virale et du réchauffement climatique de nature anthropique, sont les mêmes qui voudraient nous faire croire que la Russie menacerait la France ou les pays de l'UE, alors qu'en réalité ce sont eux qui n'ont de cesse de provoquer la Russie afin de déclencher une Troisième Guerre mondiale.

Leur méthode : Le déni, le mensonge, la falsification des faits, l'inversion accusatoire.

- Ukraine, Trump, allocution... Emmanuel Macron a-t-il les moyens de mettre la France en « économie de guerre » ? - Le HuffPost 5 mars 2025
- Dans son allocution, Emmanuel Macron prend les Français à témoin sur la gravité de la menace - Le HuffPost 6 mars 2025
- Emmanuel Macron: "*La Russie est devenue une menace pour la France et pour l'Europe*" - BFMTV 6 mars 2025
- « *La menace russe est là* » : ce qu'il faut retenir de l'allocution d'Emmanuel Macron - Paris Match 6 mars 2025

Ils inventent une menace, un ennemi, pour ensuite justifier les moyens d'y faire face. Vous êtes priés d'applaudir !

Leur véritable ennemi : « les dépenses sociales et les dépenses de santé », certains le disent à mi-mots, d'autres ouvertement.

J-C - Le récit officiel frauduleux, dans quel but, ils le disent, c'est très clair :

Capital - Face à la menace russe...

RT - «*La menace russe est là et touche les pays d'Europe*», a estimé le président français dans son allocution du 5 mars consacrée au conflit ukrainien.

Pour Emmanuel Macron, c'est la Russie qui a fait du conflit ukrainien «*un conflit mondial*» avec des violations des frontières, manipulations des élections en Roumanie et en Moldavie, ainsi que des cyber-attaques contre les hôpitaux. Et d'insister que la Russie qui augmente son potentiel militaire, ne s'arrêtera pas à l'Ukraine : «*La Russie est devenue, au moment où je vous parle et pour les années à venir, une menace pour la France et pour l'Europe*», a-t-il ajouté. RT 6 mars 2025

Macron et sa clique de nazis doivent être stoppés.

- Après l'allocution d'Emmanuel Macron, le rendez-vous est pris pour le 20 mars prochain, où doivent se retrouver ministère des armées, entreprises et investisseurs. D'autant que la veille, l'UE aura dévoilé son livre blanc sur l'avenir de la défense européenne. Sans compter sur le conseil européen des 20 et 21 mars. Une vraie ligne de front. Le HuffPost 6 mars 2025

Guerre en Ukraine : « Il faudra faire plus d'efforts budgétaires » pour l'armée, prévient le ministre de l'Economie - 20 Minutes/AFP 4 mars 2025

Si en ces temps de troubles politiques internationaux, l'avenir peut paraître incertain, il est en revanche fort probable que de gros efforts économiques à chaque français soient à faire.

Le ministre français de l'Economie, Eric Lombard, a d'ailleurs estimé d'ailleurs ce mardi que la France devrait faire « *plus d'efforts* » budgétaires pour augmenter ses dépenses militaires, en réponse à la décision américaine de ne plus aider l'Ukraine.

« *Nous devons faire plus d'efforts pour nous protéger, pour bâtir cette économie en faveur de la paix et renforcer la défense dans un modèle européen. Nous allons devoir dépenser plus d'argent public et donc effectivement, cela imposera plus d'efforts* », a déclaré le ministre sur France Info.

Par rapport à la loi de programmation militaire, qui prévoit d'augmenter les crédits annuellement de 3 milliards d'euros, « *il faudra aller plus vite et plus fort* », a-t-il indiqué.

Pas question en tout cas selon lui de tailler dans les dépenses sociales pour financer la défense. « On va maintenir le système de protection sociale française, ça c'est absolument essentiel, a-t-il assuré. Le premier levier pour équilibrer nos finances publiques, c'est le taux d'emploi. » « *Il ne faut pas rogner dans les budgets* » mais « *regarder la façon dont l'effort est partagé entre les Français* », a-t-il dit. 20 Minutes/AFP 4 mars 2025

Augmentation du budget de la défense : Antoine Armand (EPR) veut regarder du côté de la dépense sociale - Publicsenat.fr 4 mars 2025

Mais dans ce climat géopolitique tendu, « *se mettre au niveau de l'histoire* » supposera d'augmenter les dépenses budgétaires consacrées à la défense, dans un contexte budgétaire difficile que connaît bien l'ancien ministre de l'Economie.

Afin de dégager les marges budgétaires nécessaires pour maintenir cet effort, l'ancien locataire de Bercy pointe « *les dépenses sociales et les dépenses de santé* », et notamment le système de retraites.

« *Est-ce que vous pouvez imaginer un pays qui a 3 300 milliards de dette, 6 % de déficit et qui continue à embaucher davantage de fonctionnaires ? Dans le prochain budget il faudra dire les choses : doit-on baisser les dépenses sociales ou continuer ad vitam aeternam ?* » poursuit le député macroniste. D'après Antoine Armand, la solution réside dans « *les gains administratifs* » et « *l'efficience* », mais aussi « *dans la capacité à dire que certains travailleront davantage, ici ou là dans l'éducation ou les collectivités locales.* » Publicsenat.fr 4 mars 2025

Capitalisme : Stop ou encore ? Jusqu'à en crever. Sinon il y a l'abattoir, le hacheur à viande !

La retraite à 70 ans, comme au Danemark pour financer la défense ? La comparaison bancaire du Medef - Le HuffPost 4 mars 2025

Invité de la matinale de RMC, Patrick Martin a rappelé que nos voisins Danois ont décidé « de reporter à 70 ans l'âge de départ à la retraite pour que l'économie finance l'effort de guerre », a-t-il fait valoir, avant de préciser immédiatement : « *Je ne suis pas en train de vous dire qu'il faut porter à 70 ans l'âge de départ en retraite en France, mais ça veut dire qu'il y a un consensus, une conscience partagée que cette situation très grave nécessite des moyens exceptionnels* ».

Le pays a adopté en 2006, il y a presque 20 ans donc, un accord de protection sociale qui prévoit à échéances régulières d'adapter l'âge de départ à la retraite en fonction de l'évolution de l'espérance de vie. Dès les projections de 2006, il était prévu que l'âge de départ à la retraite passe à 70 ans en 2040.

Et c'est précisément sur ce nouvel âge que doivent se prononcer prochainement les élus danois. Après avoir longuement hésité, et avoir même été tentés de mettre fin à l'accord de 2006, le gouvernement social-démocrate de Mette Frederiksen a finalement annoncé dès octobre qu'il ferait voter un projet de loi en ce sens. Le texte a été seulement déposé fin février - mais pas encore voté - quelques jours après que la Première ministre a effectivement annoncé un fonds de 7 milliards d'euros supplémentaire pour la défense. Un « *plan de réarmement massif* » portant le financement de l'outil militaire à hauteur de 3 % du PIB.

Avec 70 % des 55-64 ans qui travaillent, le Danemark affiche un des meilleurs taux d'emplois des seniors en Europe, ce qui n'est pas le cas de la France qui stagnait en 2023 sous la barre des 56 %.
Le HuffPost 4 mars 2025

Mes commentaires publiés dans différents blogs.

Articles : Thierry Meyssan sur RPTV – La Pire Génération

- Au nom de qui ces géopoliticiens s'expriment-ils ? Certainement pas au nom du peuple, il n'existe pas pour eux, ils l'ignorent ou le méprisent.

Ils scrutent la situation mondiale à travers la lorgnette ou les œillères des représentants des classes dominantes, et ils n'ont d'yeux que pour eux. Dès lors, si on se pose la question, quelle idéologie véhiculent-ils, on connaît la réponse.

Toutes leurs analyses et interprétations se situent dans la perspective de la victoire de la classe dominante, toute autre issue politique est inconcevable, parce qu'il refuse d'accorder à la classe ouvrière la capacité de renverser l'ordre établi et de gouverner la société, car ils considèrent à l'instar des capitalistes et leurs idéologiques ou élites, que seuls eux en ont les moyens, donc le pouvoir doit légitimement leur revenir. C'est de cette manière qu'ils distillent insidieusement ou sournoisement leur propagande.

Lorsqu'ils doivent trancher entre différents protagonistes appartenant aux classes dominantes lors d'un conflit, leur préférence ira vers celui qui incarne le mieux les intérêts du capitalisme à l'échelle mondiale. Si ces publicistes se présentent en tant que progressistes ou humanistes, voire anti-impérialistes, leur préférence ira aux acteurs étiquetés à gauche, et s'ils s'aperçoivent que ceux qui sont étiquetés à droite font mieux l'affaire, ils pencheront de leur côté, c'est ainsi qu'ils démasqueront leur imposture.

Les crises sont propices à ces revirements. Elles permettent de distinguer nos vrais et faux amis ou les charlatans parmi tous ceux qui prétendent s'exprimer en notre nom.

- En effet, malgré la gabegie bureaucratique, la mise à l'écart (pas l'isolement) de l'URSS, la course aux armements et à l'espace, la guerre et près de 30 millions de morts (civils et militaires), le mode de production collectif ou socialiste s'est avéré supérieur au mode de production privé du capitalisme.

C'est ce que la plupart des travailleurs ignorent, avec en prime des conditions sociales meilleures qu'en occident malheureusement gâchées par l'anarchie due à la corruption de la caste au pouvoir, ce qui évidemment ne remet pas en cause la supériorité du socialisme sur le capitalisme, seuls ceux qui étaient chargés de l'appliquer portent la responsabilité de la liquidation de l'URSS, en gros...

Article : Les leaders de l'UE assommés par l'effet Trump

- Et si c'était une comédie, une farce, du bluff ? C'est marrant que personne ne le suggère, c'est un signe généralement. Et s'ils camouflaient leurs réelles intentions ? Croyez-vous que ces honnêtes gens en seraient capables ? Qui sait, cela ne leur est-il pas déjà arrivé dans le passé ?

Tenez, à propos des accords de Minsk, c'était gros, mais c'est très bien passé. Ne parlons pas du 11/9, on en tombe à la renverse ! La mystification au Covid-19, celle au réchauffement de nature anthropique, ça passe ou ça casse et c'est passé comme une lettre à la poste.

Brandir le risque frauduleux ou fabriqué de guerre avec la Russie en faisant monter la sauce pour justifier des coupes dans les budgets sociaux, supprimer certaines libertés, croyez-vous qu'ils en seraient capables ces salopards ? Moi je le pense, je trouve même que c'est l'explication la plus plausible, pour justifier la mise en place d'un régime encore plus militarisé ou autoritaire avec le soutien de la majorité de la population lobotomisée avec ses smartphones...

Article : La déconfiture de l'Europe ! Avec Bruno Guigue

- On n'en a rien à foutre de l'état de l'UE, l'essentiel est ailleurs.

Ce qu'ils veulent liquider, ce sont tous les acquis de la lutte de classe du prolétariat depuis le début du XXe siècle, ainsi que les concessions sociales que le capitalisme avait dû accorder à la classe ouvrière durant sa phase ascendante, cela comprend tous les accords passés entre l'Etat et le

mouvement ouvrier, dont la réglementation du travail qui limite en quelque sorte le champ de l'exploitation, pour instaurer un régime corporatiste de type fasciste.

Voyez les avantages sociaux dont bénéficient les travailleurs en France avec ce qu'il en est aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne, et vous aurez compris où ils veulent en venir en prônant l'économie de guerre qui doit servir à justifier toutes les coupes dans les budgets sociaux jusqu'à suspendre certaines libertés politiques...

Voyez les conditions d'exploitation et d'oppression dans les autres régions du monde, qui sont bien pires que ce que vous connaissez en France, où la liberté d'expression ou la liberté tout court est très encadrée pour ne pas dire militarisée, y compris les libertés politiques réduites au minimum ou inexistantes, dans certains cas autorisés, mais que la place ou le poids des institutions réduits à néant.

Je vous mets au défi de laisser paraître une telle analyse dans les grands médias d'un quelconque pays dit du Sud ou des Brics, elle serait immédiatement censurée, aucun n'inviterait à s'exprimer régulièrement quelqu'un qui partagerait ces idées.

Article : Robert Kennedy Jr. et la Cour de justice européenne : Tremblement de terre dans le monde des vaccins

Info biaisée.

Robert Kennedy Jr, le ministre de la santé américain, soutient la vaccination contre la rougeole – AFP 3 mars 2025

Même en admettant qu'il ne soit pas totalement libre de s'exprimer, au lieu de prendre parti pour la vaccination, il aurait mieux fait de s'abstenir, à moins qu'il tienne un double langage, ce qui ne serait pas étonnant non plus.

Cela dit, cela me laisse indifférent, car loin de moi l'idée de me reconnaître dans Trump et ses ministres comme le font certains...

Article : MAHA échec : L'article de RFK Jr. prône le vaccin ROR dangereux et inutile pour l'épidémie de rougeole

- Dans ce document à la page 4, vous constaterez que les cas de rougeole avaient déjà entamé une pente descendante AVANT le début de la vaccination en 1985-1986

https://www.inspq.qc.ca/sites/default/files/jasp/archives/2012/jasp2012_28nov_vaccination_rougeole_dlevybruhl.pdf

Dans un autre document, vous constaterez une flambée de rougeole A PARTIR du début de la vaccination, presque du simple au triple, pour ensuite redescendre, ce qu'il leur fera dire que c'était grâce à la vaccination, une supercherie en fait !

<https://www.chu-montpellier.fr/fr/vaccination/histoire-des-epidemes-et-de-la-vaccination/la-rougeole>

- J'ai trouvé, eurêka ! Un graphique de 1965 à 2000, il n'y a pas photo, il faut avoir en mémoire que la vaccination de masse en France a commencé à partir de 1983, à cette date le nombre de cas était déjà passé de plus de 800.000 par an en France à moins de 600.000. Le vaccin n'a fait que précipiter la chute des infections, mais l'éradication de la rougeole était déjà entamée de manière naturelle.

http://www.luttedeclasser.org/dossier_2025/rougeole.png

Etats-Unis.

- Dans un entretien à la chaîne Fox News, le vice-président a pointé la volonté du dirigeant ukrainien de porter la discussion en public plutôt que dans le huis-clos du Bureau ovale de la Maison Blanche.

"Le président a répondu: non, en fait, je ne veux plus avoir cela en privé. Je veux avoir cette vraie conversation en public pour que le peuple américain puisse la voir", reprend-il. AFP 3 mars 2025

- Donald Trump a réagi ce lundi 3 mars aux récentes déclarations de Volodymyr Zelensky, qui a affirmé que son pays et la Russie sont *"très, très loin"* d'un accord visant à mettre fin à la guerre.

"C'est la pire déclaration qui aurait pu être faite par Zelensky, et l'Amérique ne la supportera pas très longtemps!", écrit le président américain sur Truth Social.

Le président américain a laissé planer lundi une menace à peine voilée à l'encontre de son homologue ukrainien, affirmant : *« Peut-être qu'il y a quelqu'un qui ne veut pas trouver d'accord, et si ce quelqu'un ne veut pas d'accord, je pense que cette personne ne sera plus là très longtemps. »* AFP 3 mars 2025

- The Daily Mail : les États-Unis interdisent au Royaume-Uni de transmettre des renseignements américains à l'Ukraine – RT 5 mars 2025

- Le président ukrainien a affirmé ce mardi 4 mars qu'il était prêt à *« travailler sous le leadership »* de son homologue américain pour *« obtenir une paix durable »* en Ukraine.

Dans un message sur le réseau social X, Volodymyr Zelensky assure vouloir *« arranger les choses »* avec Donald Trump, après leur vive altercation de vendredi et la suspension de l'aide américaine à Kiev. *« Notre rencontre ne s'est pas déroulée comme c'était prévu »*, a reconnu le président ukrainien, regrettant *« que cela se soit passé ainsi »*.

« *Il est temps d'arranger les choses* », a-t-il ajouté, disant souhaiter « *la coopération et la communication [...] constructives à l'avenir* ». Le HuffPost/AFP 04 février 2025

- Volodymyr Zelensky n'en finit plus de donner des gages aux Etats-Unis depuis son altercation historique dans le Bureau ovale avec Donald Trump et J. D. Vance

Ce mercredi, le président ukrainien a tenté de renouer le dialogue tout en brochant son homologue américain dans le sens du poil. « *Nous voulons tous un avenir sûr pour notre peuple. Pas un cessez-le-feu provisoire mais la fin de la guerre une fois pour toutes. Avec nos efforts coordonnés et le leadership des Etats-Unis, c'est tout à fait réalisable* », a-t-il écrit sur les réseaux sociaux. 20minutes.fr 5 mars 2025

- "J'ai reçu une lettre importante du président ukrainien Zelensky. La lettre dit que l'Ukraine est prête à s'asseoir à la table des négociations dès que possible pour se rapprocher d'une paix durable", a déclaré le président américain dans un discours devant le Congrès.

"Il a déclaré: "mon équipe et moi-même sommes prêts à travailler sous la direction énergique du président Trump pour obtenir une paix durable. Nous apprécions vraiment tout ce que l'Amérique a fait pour aider l'Ukraine à maintenir sa souveraineté et son indépendance".

"Simultanément, nous avons eu des discussions sérieuses avec la Russie et nous avons reçu des signaux forts indiquant qu'ils sont prêts pour la paix", a encore affirmé le président américain. "Ne serait-ce pas magnifique ?" BFMTV 5 mars 2025

« Terres rares » en Ukraine : pourquoi elles ne sont pas près de sortir du sol - Challenges 4 mars 2025

D'après les derniers relevés géologiques menés dans le pays avant le début de l'invasion russe, l'Ukraine ne possède que peu de terres rares au sens où l'entendent les géologues. Ce terme ne s'applique qu'à une quinzaine d'éléments minéraux, comme le lanthane, le néodyme ou le cérium. Ces métaux sont très recherchés pour fabriquer des verres optiques, des aimants ou des piles de haute performance. Ils sont peu abondants et présents en faible densité. En Ukraine, des gisements ont été identifiés depuis plus de dix ans dans la région de Donetsk, en partie occupée par les Russes.

« *Pas d'exploitation connue* »

Ces terres rares sont disséminées le long du « *bouclier ukrainien* ». Les géologues appellent ainsi les sols préhistoriques qui traversent le pays du nord-ouest au sud-est, gorgés de minéraux en profondeur. « *Le sous-sol ukrainien est assez riche sur le plan minéralogique* », soulignent les experts français du Bureau des recherches géologiques et minières (BRGM). Mais ces terres sont souvent prisonnières d'autres roches, ce qui les rend difficiles à extraire du sol.

Ces terres rares sont disséminées le long du « *bouclier ukrainien* ». Les géologues appellent ainsi les sols préhistoriques qui traversent le pays du nord-ouest au sud-est, gorgés de minéraux en

profondeur. « *Le sous-sol ukrainien est assez riche sur le plan minéralogique* », soulignent les experts français du Bureau des recherches géologiques et minières (BRGM). Mais ces terres sont souvent prisonnières d'autres roches, ce qui les rend difficiles à extraire du sol. « *Il n'existe pas d'exploitation connue en Ukraine* », confirment les géologues français

États-Unis: le Pentagone ordonne une pause de ses opérations cyber contre la Russie - RFI 3 mars 2025

Le secrétaire à la Défense, Pete Hegseth, a ordonné à l'U.S. Cyber Command de mettre fin aux opérations informatiques contre la Russie. Une nouvelle étape dans le rapprochement entre les États-Unis et Moscou.

Guerre en Ukraine : Trump met en pause l'aide militaire américaine à Kiev, nouveau coup très dur contre Zelensky - 20 Minutes/AFP 4 mars 2025

« *Nous faisons une pause et réexaminons notre aide pour nous assurer qu'elle contribue à la recherche d'une solution* » au conflit entre l'Ukraine et la Russie, a déclaré ce responsable sous couvert d'anonymat. « *Le président a clairement indiqué qu'il se concentrait sur la paix. Nous avons besoin que nos partenaires s'engagent eux aussi à atteindre cet objectif* », a-t-il ajouté.

Etats-Unis : Mexique, Canada, Chine, agriculture, acier... Trump impose ses tarifs douaniers - 20 Minutes/AFP 4 mars 2025

Droits de douane : la réponse de Pékin à Donald Trump - LePoint.fr 4 mars 2025

Pékin a annoncé, ce mardi 4 mars, l'instauration de droits de douane supplémentaires sur une série de produits américains, dont le blé, le poulet et le maïs, et contre-attaque ainsi à l'entrée en vigueur des nouvelles taxes américaines sur les produits chinois. « *Washington, en agissant unilatéralement, porte atteinte au système commercial multilatéral* » et « *fragilise les bases de la coopération économique et commerciale entre la Chine et les États-Unis* », a justifié le ministère chinois des Finances dans un communiqué. Et d'ajouter : « *La Chine préservera fermement ses droits et intérêts légitimes.* »

Les prélèvements à l'importation couvrant une série de produits agricoles et alimentaires américains vont ainsi augmenter de 10 à 15 %, et ce à compter du 10 mars prochain. La surtaxe sera de l'ordre de 10 % pour le soja, le porc, le bœuf, les produits de la mer, les fruits, les légumes et les produits laitiers, et de 15 % sur le poulet, le blé, le maïs et le coton américains.

Dans le même temps, Pékin a annoncé le placement de 15 entreprises américaines sous des restrictions en matière d'exportation et d'investissement, pour des raisons de sécurité nationale. Certaines sont ciblées par la Chine pour avoir vendu des armes à Taïwan, que le gouvernement chinois revendique comme son territoire. LePoint.fr 4 mars 2025

Pendant ce temps-là : Business as usual. (Les affaires continuent !)

Etats-Unis : Le Wall Street Journal critique la politique douanière de Trump - 20minutes.fr 5 mars 2025

Le Wall Street Journal fustige la décision de Donald Trump d'imposer des tarifs douaniers de 25 % sur les produits mexicains et canadiens, la qualifiant de « *plus stupide en matière de droits de douane* » 20minutes.fr/ 5 mars 2025

Les grandes banques américaines misent sur le rouble malgré les sanctions - RT 5 mars 2025

Les banques d'investissement Goldman Sachs et JPMorgan ont commencé à proposer à leurs clients des instruments dérivés (contrats financiers dont la valeur dépend d'un actif) liés à la monnaie russe, a rapporté Bloomberg.

Ces instruments dérivés permettent aux investisseurs de parier sur la hausse du rouble, qui s'est renforcé de près de 20 % face au dollar depuis le début de l'année. Il s'agit de contrats à terme sans livraison (appelés NDF pour Non-Deliverable Forwards), qui permettent à deux parties de se protéger contre les variations du cours du rouble sans avoir besoin d'échanger réellement cette devise (c'est-à-dire qu'il n'y a pas de transfert effectif de roubles).

J. D. Vance fustige les dirigeants européens pour leur hypocrisie dans le conflit ukrainien - RT 4 mars 2025

Le 3 mars, le vice-président américain J. D. Vance a accordé une interview exclusive à la chaîne américaine Fox News dont le sujet principal était l'initiative de paix de Donald Trump en Ukraine.

Il a fustigé les chefs d'État européens pour leur hypocrisie : «*Mais le plus fou dans cette histoire, c'est que parfois des chefs d'État européens qui, en public, bombent la poitrine en se disant prêts à soutenir encore dix ans le président Zelensky, prennent ensuite en privé leur téléphone pour dire : "Ça ne peut pas durer éternellement. Il doit venir à la table des négociations"*», a-t-il déclaré.

Il a aussi appelé les partenaires occidentaux de l'Ukraine à persuader Volodymyr Zelensky de s'asseoir à la table des négociations avec Moscou.

«*Donc, ce qu'ils disent en privé et ce qu'ils doivent dire au président Zelensky, c'est que tout ça ne peut pas durer éternellement : le bain de sang, le massacre, la dévastation économique. Ça ne fait qu'aggraver les choses*», a souligné le vice-président américain. RT 4 mars 2025

Bloomberg : Donald Trump demande à Vladimir Poutine d'être le médiateur dans les négociations sur le programme nucléaire iranien - RT 4 mars 2025

Donald Trump a demandé au président Vladimir Poutine de jouer le rôle d'intermédiaire dans les négociations sur le programme nucléaire iranien, a rapporté Bloomberg citant des sources informées de la question. Ce sujet aurait été abordé lors des pourparlers russo-américains à Riyad.

En commentant l'article de Bloomberg, Iouri Ouchakov, conseiller en politique étrangère du président russe, a précisé que les représentants de la Russie et des États-Unis avaient convenu à Riyad de tenir des pourparlers à part sur la situation autour de l'Iran.

Dmitri Peskov, porte-parole du président russe, a indiqué à l'agence de presse américaine que «la Russie estime que les États-Unis et l'Iran devraient résoudre tous les problèmes par la voie des négociations». Il a ajouté que Moscou était «prête à faire tout son possible» pour y parvenir. RT 4 mars 2025

La France s'oppose à l'utilisation des avoirs russes gelés - RT 4 mars 2025

Eric Lombard, ministre de l'Économie, des Finances, de l'Industrie et de la Souveraineté numérique, a déclaré à Franceinfo le 4 mars que la France devrait faire plus pour augmenter son budget de défense, mais pas en recourant à l'utilisation d'actifs russes gelés.

«Ces avoirs ne peuvent pas être capturés parce que ce serait un acte contraire aux accord internationaux», a-t-il déclaré.

Depuis l'escalade du conflit en Ukraine, l'Union européenne a gelé un peu moins de 300 milliards de dollars d'actifs russes. Sur ces fonds, environ 213 milliards de dollars sont détenus par Euroclear à Bruxelles.

Si certains pays, comme la Pologne et les États baltes, sont favorables au transfert de ces fonds vers l'Ukraine, plusieurs États membres s'y opposent fermement.

Néanmoins, le 1er mars, à la suite d'une altercation entre Trump et Zelensky à la Maison Blanche, l'Ukraine et le Royaume-Uni ont signé un accord de prêt de 2,26 milliards de livres sterling (3,2 milliards de dollars). Le prêt, d'une durée de 30 ans, sera négocié et remboursé à partir des bénéfices des actifs russes gelés et servira à *«financer l'achat d'équipements de défense conformément aux besoins de la partie ukrainienne»*. RT 4 mars 2025

Trump ment à moitié et pour cause : BlackRock ne ment pas du tout !

Canal de Panama : « Trump ment ! », le président panaméen réfute toute négociation sur sa restitution - 20minutes.fr/AFP 5 mars 2025

« Une fois de plus, le président Trump ment. Le canal de Panama n'est pas en cours de restitution » et cette question n'a pas été abordée dans les discussions bilatérales, a dit le président panaméen sur X.

« Pour renforcer encore notre sécurité nationale, mon administration va reprendre le canal de Panama et nous avons déjà commencé à le faire », avait lancé la veille le président américain dans son discours au Congrès.

J-C - Pour autant... Et si c'était déjà chose faite ?

20minutes - Le président américain dénonce une supposée ingérence chinoise concernant le canal, car deux ports situés aux entrées de la voie interocéanique sont exploités depuis 1997 par le géant hongkongais CK Hutchison. Or CK Hutchison a annoncé mardi avoir accepté de céder sa participation dans les ports de Cristobal, côté Atlantique, et de Balboa, côté Pacifique, et d'autres installations portuaires à un consortium américain mené par la société d'investissement BlackRock.

Les parties prenantes ont précisé mardi dans un communiqué commun et une déclaration à la Bourse de Hong Kong qu'elles étaient entrées dans une période de négociations exclusives de 145 jours. Le consortium américain, constitué également de Global Infrastructure Partners (GIP) et de la société Terminal Investment, a prévu de déboursier près de 19 milliards de dollars, en incluant une dette nette de cinq milliards de dollars. 20minutes.fr/AFP 5 mars 2025

Le géant TSMC augmente ses investissements aux Etats-Unis sous le patronage de Trump - AFP 4 mars 2025

Le géant taiwanais des puces électroniques TSMC a annoncé lundi à la Maison Blanche qu'il allait investir 100 milliards de dollars supplémentaires aux Etats-Unis, l'administration Trump mettant en avant que cela lui permettra d'échapper aux nouveaux droits de douane.

"Ils investiront au moins 100 milliards de dollars aux Etats-Unis à court terme pour construire des usines à la pointe en matière de production de semi-conducteurs", a déclaré le président américain Donald Trump, prenant la parole avant le PDG de TSMC, C.C. Wei.

Cet investissement permettra *"de créer des milliers d'emplois"*, "très bien payés" en Arizona, a-t-il salué.

TSMC produit des semi-conducteurs utilisés dans tous les domaines technologiques, des iPhones d'Apple aux équipements d'intelligence artificielle de pointe de Nvidia.

Russie.

Les milliardaires russes se sont fortement enrichis en 2024, comme tous les autres dans le monde, quelle coïncidence !

- Si les revenus réels avaient temporairement augmenté, jusqu'à 17,5% pour le salaire nominal en 2024, cette croissance est à relativiser au vu de l'inflation. Selon le média en ligne indépendant russe The Insider, une fois l'inflation déduite, cette hausse, en grande partie due à une pénurie de main-d'œuvre et à une flambée des salaires sur un marché du travail sous tension, ne serait que de 8%. Bien loin de l'enrichissement des classes les plus riches de Russie, les véritables gagnantes de cette guerre. (Comme partout ailleurs ! – J-C)

La hausse des prix des matières premières –pétrole en tête– et les dépenses militaires massives pour soutenir le secteur de l'énergie et de la métallurgie –aux mains des plus fortunés– ont à la fois fait exploser leurs profits et concentré davantage les richesses dans le pays. Résultat, la fortune cumulée des milliardaires russes est passée de 505 à 577 milliards de dollars en 2024, précise la version russe du magazine Forbes. slate.fr 4 mars 2025

Palestine occupée.

Trump, le " meilleur ami" du nazi Netanyahu.

Benjamin Netanyahu remercie Donald Trump pour l'envoi d'armes à Israël - France 24 3 mars 2025

Donald Trump *"est le meilleur ami qu'Israël n'ait jamais eu à la Maison Blanche"* et *"il l'a montré en nous envoyant les munitions qui étaient bloquées"* par le gouvernement de son prédécesseur Joe Biden, a déclaré Benjamin Netanyahu dans un message vidéo en anglais.

"Il donne ainsi à Israël les outils dont il a besoin pour finir le travail contre l'axe iranien du terrorisme", a-t-il ajouté.

Le secrétaire d'État américain Marco Rubio a déclaré samedi avoir signé l'envoi d'une aide militaire d'environ quatre milliards de dollars à Israël, en rappelant qu'un embargo partiel sur les armes imposé par Joe Biden avait été annulé. Netanyahu

Le plan égyptien pour la reconstruction de Gaza dévoilé - RT 4 mars 2025

Quel avenir pour la bande de Gaza ? Lors d'un sommet organisé au Caire à l'initiative du président Sissi, les dirigeants de la Ligue arabe ont adopté ce mardi 4 mars un plan alternatif à celui proposé par Donald Trump, qui envisage le déplacement des Palestiniens de l'enclave, imaginée en « Riviera » par le président américain.

Le document égyptien, parvenu à Reuters, par le biais d'un représentant impliqué dans les négociations sur Gaza, a révélé le projet alternatif porté par l'Égypte, face à celui de Donald Trump de construction de la « Côte d'Azur du Proche-Orient ».

D'après Reuters, l'Égypte a préparé un plan de 53 milliards de dollars qui prévoit deux phases de reconstruction et qui, en même temps, propose la création d'un fonds supervisé au niveau international visant à assurer *«l'efficacité, la durabilité du financement» ainsi que la «transparence et la surveillance»*.

Le document précise également que le plan vise à écarter le Hamas et à mettre en place des autorités temporaires sous le contrôle des États arabes et occidentaux. Cependant, il ne détaille pas qui sera chargé de la mission de gouvernance intérimaire, se contentant de mentionner que *«l'expertise des Palestiniens de Gaza et d'autres régions serait sollicitée pour aider à restaurer l'enclave»*.

Selon la proposition égyptienne, une mission d'assistance à la gouvernance remplacerait, pour une durée indéterminée, le gouvernement de Gaza dirigé par le Hamas.

Cette mission serait chargée de fournir l'aide humanitaire et de superviser le lancement des opérations de reconstruction de la bande de Gaza, a rapporté la même source. Le plan ne prévoit aucun rôle central pour l'Autorité palestinienne, qui exerce des prérogatives limitées en Cisjordanie

occupée et dont les enquêtes d'opinion révèlent qu'elle n'est que peu soutenue par les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie.

Toujours selon Reuters, le plan rejette catégoriquement la proposition de Washington visant à déplacer massivement les Palestiniens hors de Gaza, un scénario perçu comme une menace à la sécurité par des pays arabes tels que l'Égypte et la Jordanie. Le Hamas a jusqu'à présent rejeté l'idée que des propositions soient imposées aux Palestiniens par d'autres États. RT 4 mars 2025

Guerre entre Israël et le Hamas : ce que contient le plan pour la reconstruction de la bande de Gaza approuvé par les pays de la Ligue arabe - franceinfo/AFP 4 mars 2025

Ces dirigeants ont appelé à unifier les Palestiniens sous l'égide de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), excluant de fait le mouvement islamiste palestinien Hamas. Ils ont aussi mis en garde contre les tentatives "odieuses" de déplacements forcés de la population. Ils étaient réunis en plein blocage au sujet de la suite de la fragile trêve en vigueur depuis le 19 janvier entre Israël, qui réclame la "démilitarisation totale" de Gaza, et le Hamas, qui insiste pour y rester.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a affirmé que l'ONU "soutenait fermement" le plan arabe. "Nous saluons le plan de reconstruction de Gaza adopté dans la déclaration finale du sommet", a aussi déclaré le Hamas dans un communiqué.

Sans surprise, le plan a en revanche été aussitôt rejeté par Israël. Sur X, la diplomatie israélienne a reproché aux pays arabes de "rejeter l'opportunité [que constitue le plan américain] sans lui donner une chance équitable et de continuer de proférer des accusations sans fondement contre Israël".

Phases de reconstruction, financement, gouvernance...

Le plan présenté par l'Égypte mobiliserait 53 milliards de dollars sur cinq ans pour la reconstruction de la bande de Gaza, une estimation équivalente à celle de l'ONU. Le président égyptien, Abdel Fattah al-Sissi, a déclaré que ce plan garantirait le maintien des 2,4 millions d'habitants de Gaza sur leur terre, une réponse au projet du président américain, qui faisait craindre leur déplacement forcé vers l'Égypte et la Jordanie, pour faire de la bande de Gaza la "Riviera du Moyen-Orient".

Le plan égyptien propose la création d'un fonds, supervisé au niveau international, afin de garantir "l'efficacité, la durabilité du financement" ainsi que "la transparence et la surveillance nécessaires" du plan. Le Caire prévoit d'accueillir une conférence ministérielle de haut niveau réunissant les pays donateurs, les institutions financières internationales et régionales, le secteur privé et la société civile afin de mobiliser les financements nécessaires.

Une première phase pour reloger temporairement 1,5 million de personnes

Le projet, consulté par l'AFP, prévoit une première étape de six mois dans la bande de Gaza. Celle-ci sera axée sur le déblaiement des débris, l'enlèvement des mines et des matériaux non explosés, et la fourniture de logements temporaires. Lors de cette phase, sept sites doivent être aménagés pour abriter plus de 1,5 million de personnes dans des unités d'habitation préfabriquées, pensées pour accueillir en moyenne six résidents.

Une phase de reconstruction en plusieurs étapes

La phase de reconstruction de l'enclave palestinienne se ferait en deux étapes sur une période de quatre ans et demi, selon le projet des dirigeants arabes. La première étape, qui durerait jusqu'en 2027 et serait dotée d'un budget de 20 milliards de dollars, se concentrera sur la reconstruction des infrastructures essentielles, notamment les routes, les réseaux de distribution et les installations de services publics. Durant cette phase sont prévus la construction de 200 000 unités de logement permanent, pour 1,6 million de personnes, et l'aménagement de 810 000 hectares de terres cultivables.

La deuxième étape, qui devrait s'étendre jusqu'en 2030, a un coût estimé à 30 milliards de dollars. L'objectif serait d'achever les projets d'infrastructures et de créer des zones industrielles, un port de pêche, un port commercial et un aéroport.

Une nouvelle gouvernance

Selon le projet des pays de la Ligue arabe, la bande de Gaza serait administrée par un comité de technocrates indépendants et de personnalités non partisans durant une période transitoire de six mois, avant que l'Autorité palestinienne n'en reprenne le contrôle. "*L'Etat de Palestine assumera ses responsabilités dans la bande de Gaza par le biais de ses institutions gouvernementales*", a affirmé, devant les participants au sommet, le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, âgé de 89 ans.

Ce dernier s'est dit prêt à organiser "*l'année prochaine*" des élections présidentielle et législatives dans les Territoires palestiniens, "*à condition que les conditions soient réunies*". Il n'a pas donné de calendrier, ni expliqué comment de telles élections pourraient avoir lieu dans la bande de Gaza, dévastée par la guerre.

Pour soutenir cette transition, le projet prévoit que l'Égypte et la Jordanie forment les forces de sécurité palestiniennes, pour les préparer à assumer des responsabilités de maintien de l'ordre dans la bande de Gaza. Le plan évoque également la possibilité d'une présence internationale dans les territoires palestiniens. Cela pourrait avoir lieu notamment à travers une éventuelle résolution du Conseil de sécurité de l'ONU en faveur du déploiement de forces de maintien de la paix ou de protection.

Le Hamas accepterait un retrait de la vie politique dans la bande de Gaza - RT 4 mars 2025

Alors que les discussions et les négociations font rage pour trouver une alternative au plan de Donald Trump sur la bande de Gaza, l'avenir du mouvement islamiste palestinien est sur la table. Les pays arabes débattent de son repli ou de son maintien dans la vie politique de l'enclave palestinienne.

Le porte-parole du Hamas, Hazem Qassem, a déclaré le 3 mars que le mouvement était disposé à accepter la mise en place d'un comité de gestion locale pour la bande de Gaza, sans y exercer un rôle direct. Cette annonce fait suite à une proposition de l'Égypte visant à répondre à la demande d'Israël d'écarter le Hamas du pouvoir, tout en facilitant un accord entre l'Autorité palestinienne et le Hamas pour administrer Gaza par des professionnels et des experts.

Il a déclaré que le mouvement ne souhaitait pas s'impliquer dans la gestion administrative de Gaza, sauf si cela repose sur un «*consensus national*». Hazem Qassem a ajouté que le Hamas n'avait pas vocation à être un obstacle à la reconstruction de l'enclave. Selon lui, il existe une possibilité de

parvenir à un accord national pour la mise en place d'un comité de gestion locale, bénéficiant d'un soutien des pays arabes.

Dans ce cadre, Sami Abu Zuhri, haut responsable du Hamas, a affirmé que les armes des factions armées restaient une «*ligne rouge*» non négociable. Il a insisté sur le fait que le Hamas ne permettra jamais que la reconstruction de Gaza ou l'acheminement de l'aide humanitaire soient conditionnés à un désarmement du mouvement. RT 4 mars 2025

Liban.

Le président du Parlement libanais refuse le troc reconstruction-désarmement du Hezbollah - RT 4 mars 2025

Dans une interview avec le quotidien ad-Diyar, Nabih Berry, chef du parlement et proche du Hezbollah, a affirmé qu'il «*n'acceptera aucune tentative de troquer une aide ou la reconstruction du Liban contre des conditions politiques ou militaires, qu'elles concernent les armes de la résistance au nord du fleuve Litani ou d'autres dossiers internes*».

Concernant la reconstruction et les aides internationales, le chef du législatif a expliqué que «*la reconstruction de ce qui a été détruit par l'agression israélienne doit être une priorité nationale et que le Liban cherche un soutien international sans compromettre ses droits souverains ni faire de concessions qui porteraient atteinte à ses principes nationaux*».

Nabih Berry a en outre souligné que l'occupation israélienne continue au Liban-Sud ne se limite pas aux «*cing collines*» sur lesquelles l'armée israélienne a confirmé établir des positions «*stratégiques*», mais s'étend à l'établissement d'une bande frontalière occupée d'une profondeur d'un à deux kilomètres dans le territoire libanais, ce qui crée une «*nouvelle zone occupée*» le long de la frontière. RT 4 mars 2025